
Commission de la santé et des services sociaux

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES
DU QUÉBEC

RÉPONSES AUX QUESTIONS GÉNÉRALES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

Page

- | | | |
|----|---|---|
| 1. | Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2017-2018 : <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés. | 1 |
| 2. | Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018: <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés ;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants. | 7 |
| 3. | Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse. | 8 |

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : 12
- Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- Par un professionnel ou par une firme externe:
- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5. La liste des dépenses en formation de communication : 14
- Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
- Organisée par un professionnel ou une firme externe :
- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6. La liste des dépenses en formation de communication : 16
- Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant: 17
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : 27
- Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : 28
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat : 29
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018: 30
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : 31
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
 - m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: 32
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : 33
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
15. 34
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
 - g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation):

l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

16.

45

a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.

d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux : 46
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : 48
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu : 49
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : 50
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : 52
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : 53
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2018-2019.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : 54
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2018-2019;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019. 55
25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission. 56
26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : 57
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement : 58
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre. 59
29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : 60
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.

30.	Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:	62
	a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	
31.	Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	63
32.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:	64
	a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.	
33.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :	65
	a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.	
34.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	66
35.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	67
36.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.	68
37.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.	69
38.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.	70
39.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	71
40.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	72

41.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	73
42.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	74
43.	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	75
44.	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	76
45.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	77
46.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	78
47.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	79
48.	Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	80
49.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	81
50.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	82
51.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	83
52.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	84
53.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	85
54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	86
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	87
56.	Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.	88
57.	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.	89

58. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. 90

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019: 91

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

60. 92

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme. 93

62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : 94

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable. 95

64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun : 96
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: 97
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
66. 39. Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun : 98
- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
 - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
 - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
 - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.
67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre. 99

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés ;

RÉPONSE NO 1

Voir tableau pages suivantes.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère : www.ophq.gouv.qc.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art.4 paragraphe 18).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 1
Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018

Date de départ Date de retour	Destination	Titre explicatif de la mission ou but du voyage	Principale personne rencontrée	Coûts	Nom et fonction des accompagnateurs
12-06-2017 au 15-06-2017	Nations Unies à New York	Participation à la dixième Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. L'Office des personnes handicapées du Québec a été sollicité pour participer à titre de représentant responsable des questions touchant les personnes handicapées au Québec au sein de la délégation canadienne. Le gouvernement du Canada était responsable de prendre la parole, mais le Québec a été invité à répondre à quelques questions spécifiques, notamment à l'égard d'enjeux et d'initiatives porteuses propres au Québec.	Représentants de la délégation canadienne et des autres pays participants	2508,96 \$	Participation d'Ophélie Sylvestre Directrice des interventions sectorielles stratégiques Aucun accompagnateur

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018

Date de départ Date de retour	Destination	Titre explicatif de la mission ou but du voyage	Principales personnes rencontrées	Coûts	Nom et fonction des accompagnateurs
2017-04-01 au 2017-04-05	Genève en Suisse	Participation à titre de représentant responsable des questions touchant les personnes handicapées au Québec, notamment à l'égard d'enjeux et initiatives porteuses propres au Québec, au sein de la délégation pour la comparaison du Canada devant le Comité des droits des personnes handicapées de l'Organisation des Nations Unies (ONU) relativement à l'examen du premier rapport du Canada sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées.	Délégation canadienne : • Kathryn McDade, sous-ministre adjointe principale, Emploi et Développement social Canada • Rosemary McCarney, représentante permanente du Canada auprès des Nations Unies Membres : Emploi et Développement social Canada • Martha Hall, directrice du Bureau de la condition des personnes handicapées • Nisara Jiwani, analyste principal des politiques, Direction générale des politiques stratégiques et des services Justice Canada • Laurie Sargent, directrice générale adjointe et avocate générale, Secteur des droits de la personne	2 137,76 \$	Représentant du Gouvernement du Québec - Maxime Bélanger, directeur du Secrétariat général de l'Office des personnes handicapées du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

			Affaires mondiales Canada - Stéphanie Bachand, directrice adjointe, Division des politiques des droits de la personne et des affaires autochtones Patrimoine canadien - LaReine Passey, agente principale des politiques et des rapports, Programme des droits de la personne Agence de transport du Canada - Susan Clarke, gestionnaire, Centre d'expertise pour le transport accessible - Janet Glendenning, conseillère principale, Centre d'expertise pour le transport accessible Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada - Andre Belzile – Premier secrétaire (affaires humanitaires) Mission permanente du Canada aux Nations Unies Affaires autochtones et du Nord Canada - Jonathan Riou, directeur par intérim, Direction des enfants et familles		
--	--	--	--	--	--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

			Provinces et territoires : • Représentant du Gouvernement de l'Ontario - Mary Bartolomucci, directrice, Direction des normes, des politiques et de la conformité		
--	--	--	---	--	--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 3

Dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commande

Publicité

Nom du professionnel ou de la firme	But visé	Mode d'octroi	Coût
Célia Ruel Graphiste	Graphisme pour production des publicités de promotion (Prix APE 2018)	Marché de gré à gré	180,00 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire - magazine Le Québec pour tous - KÉROUL	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	4 235,20 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire - cahier spécial Semaine de la déficience intellectuelle (DI) - Le Droit	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	661,75 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire - 7e édition répertoire salle avec système d'audition	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	688,22 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire dans le calendrier adapté aux personnes handicapées visuelles de l'Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	132,35 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat d'espace publicitaire pour le calendrier de l'Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	121,76 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire - Journal « À l'écoute » de l'Association des implantés cochléaires du Québec	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	185,29 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire - 4 numéros du magazine Sourdine de l'Association des devenus sourds et malentendants du Québec	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	165,44 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

RÉPONSE NO 2

Les membres du conseil d'administration et le dirigeant d'organisme n'ont effectué aucun déplacement en avion ou en hélicoptère.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère : www.ophq.gouv.qc.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art.4 paragraphe 17**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

RÉPONSE NO 3

- Moins de 25 000\$

Voir tableau page suivante.

- Plus de 25 000\$

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu : www.ophq.gouv.qc.ca du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art.4 paragraphe 24**).

Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire - magazine L'itinéraire du Groupe communautaire L'itinéraire	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	688,22 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire - revue L'Express - Fédération québécoise de l'autisme	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	423,52 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Achat espace publicitaire - revue URBA - Union des municipalités du Québec	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	2 329,36 \$
Cossette (Centre de services partagés du Québec (CSPQ))	Placement média (Web et Facebook) pour la promotion de l'appel de candidatures (Prix APE 2018)	Contrat à exécution sur commande du CSPQ	3 625,91 \$
MRDG graphisme impression	Conception graphique d'une publicité - Magazine Sourvine	Marché de gré à gré	65,00 \$
MRDG graphisme impression	Conception graphique d'une publicité - Journal Le Droit	Marché de gré à gré	52,00 \$
Odace Communication	Conception graphique de trois publicités (URBA - KÉROUL - ARLPH)	Marché de gré à gré	137,00 \$
Odace Communication	Conception graphique d'une publicité - Calendrier adapté aux personnes handicapées visuelles de l'Estrie	Marché de gré à gré	35,00 \$
Odace Communication	Conception graphique d'une publicité - Revue Urbanité automne 2017 - Ordre des urbanistes du Québec	Marché de gré à gré	30,00 \$
Ruel, Célia (graphiste)	Conception graphique d'une publicité - Magazine QUORUM	Marché de gré à gré	80,00 \$

Articles promotionnels

Nom du professionnel ou de la firme	But visé	Mode d'octroi	Coût
Célia Ruel Graphiste	Graphisme pour le cahier de mise en candidature (Prix APE 2018)	Marché de gré à gré	240,00 \$
Communications Guylaine Vachon inc.	Impression de magnétiques promotionnels - Services aux personnes handicapées et leur famille	Marché de gré à gré	597,10 \$
Imprimerie Lemire	Impression des feuillets promotionnels pour diffusion par Retraite Québec (SQPH 2017)	Appel d'offres sur invitation	1 200,00 \$

Imprimerie Lemire	Impression des feuillets promotionnels (SQPH 2017)	Appel d'offres sur invitation	6 300,00 \$
Imprimerie Lemire	Impression des affiches promotionnelles (SQPH 2017)	Appel d'offres sur invitation	4 250,00 \$
Imprimerie Lemire	Impression des cahiers de mise en candidature (Prix APE 2018)	Marché de gré à gré	750,00 \$
Imprimerie Lemire	Impression des encarts : Guide des programmes d'aide, Guide des mesures fiscales et Guide de soutien à la famille	Marché de gré à gré	850,00 \$
Imprimerie Lemire	Impression d'encarts - Guide en soutien à la famille	Marché de gré à gré	550,00 \$
Imprimerie M. S	Impression 200 feuillets Mesure de sécurité civile	Marché de gré à gré	215,00 \$
Imprimerie M. S.	Impression de l'encart Vers des parcours sans obstacles	Marché de gré à gré	562,10 \$
Imprimerie M.S.	Impression de 400 feuillets promotionnels de la Semaine ainsi que pour la réussite éducative des élèves handicapés	Marché de gré à gré	159,40 \$
Odace Communication	Conception graphique d'un encart promotionnel - Parcours sans obstacles	Marché de gré à gré	65,00 \$

Commandites

Nom du bénéficiaire	But visé	Mode d'octroi	Coût
Altergo	Commandite - Défi sportif AlterGo 2018	Marché de gré à gré	5 000,00 \$
Association des bibliothèques publiques du Québec	Commandite - Rendez-vous des bibliothèques du Québec 2017	Marché de gré à gré	2 500,00 \$
Association des sourds de l'Estrie	Commandite - 50e anniversaire de l'Association des sourds de l'Estrie	Marché de gré à gré	140,00 \$
Association pour l'intégration sociale (région de Québec)	Commandite - 30e anniversaire de la SQDI	Marché de gré à gré	1 000,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités post-sec. (AQEIPS)	Commandite - Programme de bourses 2017-2018	Marché de gré à gré	1 000,00 \$

Association régionale de loisirs pour personnes handicapées de Laval inc.	Commandite - 10e édition du Gala Reconnaissance Laval - Visages d'art	Marché de gré à gré	1 000,00 \$
Centre interdisciplinaire recherche, réadaptation & intégration sociale	Commandite - École d'été ABL 2017	Marché de gré à gré	1 500,00 \$
CIUSSS Centre-Sud-de-L'île-de-Montréal	Commandite - "Accessible" carrefour des connaissances	Marché de gré à gré	750,00 \$
Commission scolaire des Phares (CS des Phares)	Commandite - Salon des services publics et communautaires destiné aux jeunes ayant des besoins particuliers	Marché de gré à gré	900,00 \$
Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA)	Commandite - Congrès 2018 du Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA)	Marché de gré à gré	1 000,00 \$
Entr'Actes, productions artistiques	Commandite - Soutien financier de l'organisme Entr'actes	Marché de gré à gré	1 000,00 \$
Fédération des comités de parents du Québec inc.	Commandite - Le projet éducatif au cœur de la communauté	Marché de gré à gré	500,00 \$
Pédération des transporteurs d'autobus	Commandite - Partenariat Carte québécoise à l'accompagnement en transport interurbain par autocar	Marché de gré à gré	1 000,00 \$
Institut de réadaptation en déficience physique de Québec	Commandite - 9e colloque étudiant du CIRRS	Marché de gré à gré	200,00 \$
Les Muses : centre des arts de la scène	Commandite - Spectacle Cabaret des Muses 2017	Marché de gré à gré	2 500,00 \$
Villa Médica inc.	Commandite - Colloque réadaptation physique 2017	Marché de gré à gré	500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

RÉPONSE NO 4

Voir tableau pages suivantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Réponse à la question no 4

Type d'événement	Coût
Prix À part entière, édition 2016 (Remis au deux ans, le Prix À part entière vise à rendre hommage aux personnes et aux organisations de toutes les régions du Québec qui contribuent à accroître la participation sociale des personnes handicapées. En 2016, l'Office tenait la cinquième édition de ce prix. Les lauréats ont été honorés dans le cadre d'une cérémonie qui s'est déroulée à la salle du Conseil législatif, à l'hôtel du Parlement, le 18 novembre 2016.)	333,87 \$
Prix À part entière, édition 2018 (Remis au deux ans, le Prix À part entière vise à rendre hommage aux personnes et aux organisations de toutes les régions du Québec qui contribuent à accroître la participation sociale des personnes handicapées. En 2018, l'Office tiendra la sixième édition du Prix. Les lauréats seront honorés dans le cadre d'une cérémonie qui se déroulera à la salle du Conseil législatif, à l'hôtel du Parlement, le 31 mai ou le 1er juin 2018.)	54 073,74 \$
Semaine québécoise des personnes handicapées (SQPH), édition 2017 (La Semaine québécoise des personnes handicapées a pour objectif d'attirer l'attention d'un maximum de citoyens québécois de tous les milieux sur la participation sociale des personnes handicapées de manière à augmenter le nombre de Québécois qui ont une attitude positive (égalitaire, respectueuse, compréhensive) envers la participation sociale des personnes handicapées ainsi qu'à influencer positivement leur propension à poser un geste simple pour réduire un obstacle à cette participation.)	82 315,61 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE NO 5

Voir tableau page suivante :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère ; www.ophq.gouv.qc.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art.4 paragraphes 22 et 23**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 5
Dépenses en formation de communication

Fournisseur - Firma	Type d'événement	But visé	Coûts
CIRRS	Formation sur la rédaction stratégique	Formation en Littératie, inclusion et rédaction pour une information accessible	86,92 \$
Forum des communicateurs gouvernementaux	Activité de partage d'expertise et de réseautage	Activité de formation, de partage d'expertise et de réseautage qui rassemble les communicatrices et communicateurs gouvernementaux.	595,44 \$
Événement Les Affaires	Formation sur les médias sociaux	Événement sur les médias sociaux pour le secteur public, dans un contexte de gestion du changement et de la croissance	595,00 \$

QUESTION NO 6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE NO 6

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a aucune dépense en formation de communications organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère : www.ophq.gouv.qc.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*. (art. 4 paragraphes 22 et 23).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE NO 7

- Moins de 25 000 \$

Voir tableau pages suivantes.

- Plus de 25 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7

Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Altilogix inc.	Contrat annuel de maintenance et de support - Pytheas	4 248,49 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Amaro inc.	Eau embouteillée Montréal et Sherbrooke	1 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Ass. régionale de loisirs pour personnes handicapées de Laval inc.	Service de visibilité de la 10e édition du Gala Reconnaissance Laval - Visages d'art	1 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Association des bibliothèques publiques du Québec	Service de visibilité pour Rendez-vous des bibliothèques du Québec 2017	2 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Avion Rouge inc.	Montage graphique du rapport annuel de gestion	5 700,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Barreau du Québec	Cotisations professionnelles	3 164,14 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Répertoires commerciaux - page jaune/publicité	7 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Best Western	Réunion C. A. 19-20-21 avril 2017	5 631,68 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Best Western	Réunion C. A. 26-27 octobre 2017	4 745,71 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
BiblioMondo Inc.	Maintenance et soutien technique logiciel 2017-2018	2 417,30 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Bilodeau, Colleen	Traduction du Guide sur le parcours scolaire pour les parents d'un enfant handicapé	4 022,60 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Braille Jymico inc.	Transcription en braille du Guide des mesures fiscales provinciales et fédérales	2 943,22 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7
Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Braille Jymico inc.	Transcription en braille du Guide des programmes 2017	4 819,90 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Braille Jymico inc.	Réimpression de copies en braille du Guide des programmes 2017	2 579,80 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
C.O.F.A.P. inc. (Conseil et formation en adm. publique)	Deux séances de formation d'une journée sur le fonctionnement de l'appareil gouvernemental	4 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
CBCI Télécom	Visio Québec et Visio Rimouski	8 183,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de gestion de l'équipement roulant [CGER]	Location du véhicule de l'Office - BC annuel	9 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec	Bibliothèque Cécile-Rouleau	9 150,00 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Centre de services partagés du Québec	Impression de cartes d'affaires professionnelles et enveloppes - BC annuel	3 942,63 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec	Services d'appels d'offres et acquisitions de biens - Cloisons intégrées	5 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec	Courrier et messagerie	7 000,00 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Centre de services partagés du Québec	Arrêt du processus après publication de l'appel d'offres	7 312,50 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Centre de services partagés du Québec	Service informatique SADE	2 345,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec	Publicité dans le magazine URBA	2 329,36 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec	Publicité dans le magazine LE QUÉBEC POUR TOUS	4 235,20 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec	Publicité pour la Semaine québécoise des personnes handicapées	16 203,77 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7
Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Centre de services partagés du Québec	Hébergement de sites web informationnels - BC annuel	4 081,80 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec	Services d'émission de certificats web SSL	1 040,00 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Centre de services partagés du Québec	Conception graphique du Rapport sur l'efficacité de la politique APE	13 679,71 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Centre de services partagés du Québec	Impression du Guide en soutien à la famille 2016 - Partie 2	6 008,50 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Centre de services partagés du Québec	Soutien au développement du formulaire en ligne de mise en candidature	1 732,50 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Centre de services partagés du Québec	Montage du bilan pour la mise en œuvre de la politique APE	2 145,00 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Centre de services partagés du Québec	Guide sur le parcours scolaire pour les parents d'un enfant handicapé	1 894,75 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre de services partagés du Québec	Publicité Internet Facebook Prix APE 2018	3 624,91 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre intégré de santé et de serv. soc. de la Montérégie-Centre	Adaptation E-text - Rapport d'évaluation - Politique APE	4 283,55 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre intégré de santé et de serv. soc. de la Montérégie-Centre	Rapport annuel de gestion	1 486,85 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre intégré de santé et de serv. soc. de la Montérégie-Centre	Production de documents adaptés par INLB	3 443,62 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre intégré univer. santé serv. soc. Mauricie-Centre-du-Québec	Déchiquetage hebdomadairement du papier confidentiel au siège social	1 013,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Centre interdisciplinaire recherche réadapt. & intégration sociale	Service de visibilité pour école d'été ABL 2017	1 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en L.SQ - Cahier de mise en candidature Prix APE 2018	1 042,25 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7
Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Cinéall	Traduction en LSQ - Évaluation de l'efficacité de la politique APE	12 639,35 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - EQLAV et ECI explication différences prévalence 2015	1 023,84 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O vol. 10 no 10	2 565,33 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O Vol. 11 no 1	1 684,48 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O Vol. 11 no 2	2 138,84 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O Vol.11 no. 3	2 401,43 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O Vol. 11 no 4	2 040,45 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O vol. 11 no. 5	2 359,05 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Express-O vol. 11 no 6	1 468,60 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Cinéall	Traduction en LSQ - Résumé du bilan APE 2015-2016	1 323,84 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Connex Québec inc.	Logiciel de collecte de données téléphoniques	3 602,98 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Consortium IBM Canada limitée / Informatique Pro-Contact inc.	Commuteur	1 053,67 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	Abonnement annuel	1 600,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Déménagement St-Joseph inc.	Déménagement du bureau de Québec	2 303,56 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7

Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation au programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader	4 325,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
École nationale d'administration publique (ENAP)	Inscription formation Ophélie Sylvestre PGAGL-N1	4 325,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Fonderie d'art d'Inverness inc., La	Trophées en bronze	2 620,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Fonds des ressources informationnelles du secteur SSS (0773)	Télé-accès réseau - jetons	2 057,36 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Gaudet Éditeur ltée	Abonnement Accès légal	2 211,91 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Global Upholstery Co. Inc.	Cloisons intégrées pour l'OPHQ - 999730890	10 969,80 \$	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES PUBLIC
Global Upholstery Co. Inc.	Ajout de cloisons intégrées bureau de Québec	1 441,47 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Grand & Toy limitée	Papier	1 489,00 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Groupe Info Plus	Antenne omnidirectionnelle Picostation M2	1 071,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Groupe Info Plus	Antivirus - Trend Micro Worryfree	3 052,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Groupe TAQ	Service pour la préparation et l'envoi de matériel promotionnel	3 740,99 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Haouari, Dorsaf	Réalisation d'une application informatique français-braille	2 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Hôtel Château Laurier Québec	Réunion C. A. 8-9 février 2018	9 057,81 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Hôtel Classique (9102-8001 Québec inc.)	Réunion C. A. 15-16 juin 2017	5 826,84 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7
Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Hypertec Systèmes inc.	Serveur Dell	7 258,18 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Hypertec Systèmes inc.	Portables Toshiba Tecra	8 435,94 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Hypertec Systèmes inc.	Portables Toshiba	5 919,96 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
I.C.I. Influence communications inc.	Revue de presse électronique - BC annuel	12 030,34 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
I.C.I. Influence communications inc.	Revue de presse écrite - BC annuel	9 846,68 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Impressions Alliance 9000 inc.	Achat d'agendas professionnels	1 228,25 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression du Guide des mesures fiscales 2016	3 062,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression du Guide des mesures fiscales 2016	2 617,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression rapports efficacité APE	2 836,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression Guide des mesures fiscales 2016	2 475,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Lemire inc.	Impression feuillets SQPH 2017 Retraite Québec	1 200,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Lemire inc.	Impression de feuillets SQPH 2017	6 300,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Lemire inc.	Impression d'affiches SPQH 2017	4 250,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Lemire inc.	Impression du Guide parcours scolaire	7 320,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7

Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Irosoft inc.	Service d'entretien de la solution	12 750,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
La Source d'Eau	Eau embouteillée - BC annuel	3 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Labranche transport inc.	Service d'expédition et livraison de courrier et colis	2 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Lamarre, Gérald	Service de support technique pour le Group Wise	1 125,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Lawson, Kathryn (traductrice)	Service de traduction	7 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Mégaburo inc.	Fournitures de bureau	10 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Mégaburo inc.	Mobilier de bureau	2 462,90 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
MicroAge (Drummond informatique ltée)	Achat de photocopies - BC annuel	6 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
MicroAge (Drummond informatique ltée)	Cartouches d'encre - BC annuel	1 500,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
MicroAge (Drummond informatique ltée)	Basic support coverage VMware 2	1 109,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
MicroAge (Drummond informatique ltée)	Achat de moniteurs et portables	11 789,10 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Morneau Shepell Ltd.	Programme d'aide aux employés - BC annuel	15 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Odace Communication	Guide des programmes destinés aux personnes handicapées, à leur famille et à leurs proches	2 620,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Oreille bionique inc., L'	Microphones pour personnes en perte auditive	5 400,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7
Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
Point-Par-Point inc.	Transcription braille abrégé du rapport synthèse sur les besoins essentiels	1 220,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Point-Par-Point inc.	Transcription en braille du Rapport synthèse - Évaluation de la politique APE	2 703,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Point-Par-Point inc.	Transcription en braille du Rapport annuel de gestion 2016-2017	3 580,50 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Point-Par-Point inc.	Transcription en braille du Guide sur le parcours scolaire	1 736,25 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Postes Canada	Envoi du matériel promotionnel SQPH	4 433,58 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Productions Chaumont inc.	Vidéo promotionnelle candidatures au prix APE	7 623,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Productions Patrice Paquin	Tournage et montage d'une vidéo vox pop pour la SQPH 2017	1 160,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Purolator inc.	Service d'expédition et livraison de courrier et marchandise	15 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Rogers Communications inc.	Téléphonique cellulaire - BC annuel	12 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Roy-Turner communications inc.	Service de relations de presse	5 000,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société Parc-Auto du Québec (SPAQ)	Espace de stationnement réservé	3 966,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Agrandissement du bureau du Secrétariat général	12 903,82 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Solutions Victrix inc., Les	Relève d'urgence du serveur messagerie Novell	1 125,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
SOM	Services de sondage de qualité	9 600,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

RÉPONSE À LA QUESTION NO 7
Liste des contrats moins de 25 000 \$ / OPHQ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi du contrat
SVI E solutions inc.	Location de salle via E-Learning et E-meeting	1 320,00 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Synovatec inc.	Maintenance et soutien pour logiciels informatiques	3 764,04 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
TBL télécom inc.	Sortie réseau au bureau de Québec	5 495,22 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Team Viewer GmbH	Abonnement à Team viewer	2 678,40 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Telus Communications inc.	Téléphonie cellulaire	1 234,17 \$	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

QUESTION NO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE NO 8

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a eu aucun contrat qui a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

QUESTION NO 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE NO 9

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a procédé à aucun appel d'offres publics.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude de crédits.

QUESTION NO 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE NO 10

La réponse à cette question est fournie à la question n° 7

QUESTION NO 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

- a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

RÉPONSE NO 11

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

RÉPONSE NO 12

Aucun projet initié en 2017-2018 par l'Office des personnes handicapées du Québec.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude de crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE NO 13

Diverses dépenses

	Total
Photocopie	14 078,65 \$
Mobilier de bureau	2 462,86 \$
Ameublement	14 367,76 \$
Décoration et embellissement	- \$
Distributeur d'eau de source	- \$
Remboursement des frais de transport	81 430,41 \$
Remboursement des frais d'hébergement	69 791,63 \$
Remboursement des frais de repas	19 227,86 \$
Remboursement des frais d'alcool et fêtes	1 000,00 \$
Ensemble des dépenses applicables à des congrès, des colloques et toute session de type de perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec	53 484,57 \$
b) à l'extérieur du Québec	4 646,72 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance.
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

RÉPONSE NO 14

Dépenses reliées à la téléphonie (pour l'ensemble de l'organisation)

	Nombre	Coût
Nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés	50	
Nombre de tablettes électroniques et portables utilisés (IPAD ou autres)	65	
Nombre de téléavertisseurs utilisés	0	
Coût d'acquisition des appareils		917,28 \$
Coût d'utilisation des appareils		11 111,80 \$
Coût des contrats téléphoniques		13 420,32 \$
Nombre de minutes utilisées	Données non disponibles	
Coût des frais d'itinérance		0 \$
Coûts de résiliation		0 \$
Nom des fournisseurs	Rogers sans fil et Telus	

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère : www.ophq.gouv.qc.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
 - g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
 - j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
 - k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
 - l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
 - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
 - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
 - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
 - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes ;
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15A et B

Le nombre (employés réguliers) et la répartition par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, etc.) - 35 ans et moins et plus de 35 ans - Année 2017-2018

Catégorie d'emploi	Selon le sexe		Total	35 ans et moins		Plus de 35 ans	Handicapés		Communautés culturelles	Anglophones		Autochtones
	F	H		Nombre	Nombre		Nombre	Nombre		Nombre	Nombre	
Cadres supérieurs et hors cadres	5	3	8	0	8	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	40	27	67	14	53	7	7	0	7	0	0	0
Personnel de bureau et techniciens	27	5	32	3	29	4	4	0	1	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	72	35	107	17	90	11	11	8	8	0	0	0

Données au 28 février 2018.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15C

Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel - 2017-2018

Catégorie d'emploi	Nombre de jours
Cadres supérieurs et hors cadres	15
Professionnels	340
Personnel de bureau et techniciens	1335
Ouvriers	0
Total	1690

Données au 19 mars 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15D

Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi - Année 2017-2018

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres supérieurs et hors cadres	0	2	5	1
Professionnels	30	30	9	10
Personnel de bureau et techniciens	16	17	2	3
Ouvriers	0	0	0	0
Total	46	49	16	14

Données au 19 mars 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15E

Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) - Année 2017-2018

Cumulatif du temps supplémentaire payé et compensé du personnel régulier et occasionnel au 2018-02-28												
Professionnels					Personnel de bureau et technicien					Cadres		
Nombre d'heures effectuées	Payées		Compensées		Nombre d'heures effectuées	Payées		Compensées		Nombre d'heures effectuées	Payées	
	Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant		Nombre d'heures effectuées	Montant	Nombre d'heures effectuées	Montant		Nombre d'heures effectuées	Montant
1421,5	892,6	52 745 \$	778,9	24 448 \$	122,4	74,1	4 017 \$	48,3	2 362 \$	0	-	\$

Données au 28 février 2018.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15F

Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel - Année 2017-2018

Nombre de jours de vacances - réguliers et occasionnels												
Catégorie d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
Cadres ¹	2,0	0,0	10,0	27,0	51,0	18,5	24,0	38,0	18,5	8,0	2,0	5,5
Professionnels	6,0	27,5	73,0	363,9	504,7	68,8	60,1	24,0	84,1	141,2	49,3	86,9
Personnel de bureau et techniciens	7,5	19,7	53,6	157,7	238,7	30,0	32,4	21,1	43,4	57,3	25,0	23,5
Ouvriers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	15,5	47,2	136,6	548,6	794,4	117,3	116,5	83,1	146,0	206,5	76,3	115,9
												2403,9

¹ La catégorie d'emploi « Cadres » inclut les hors cadres
Données au 28 février 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15G

Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 et 100 jours ou plus - Année 2017-2018

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres supérieurs et hors cadres	5	3	0	0
Professionnels	53	26	0	0
Personnel de bureau et techniciens	25	13	0	0
Ouvriers	0	0	0	0
Total	83	42	0	0

Données au 28 février 2018.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15H

Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique - Année 2017-2018

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15I

Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui, reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers - Année 2016-2017

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15J

L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnels de bureau, ouvriers et agent de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Catégorie d'emploi	2017-2018														Total
	Bas St-Laurent	Sagu. Lac St-Jean	Capitale Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témis.	Côte-Nord	Gaspésie-IDLM	Lanaudière	Laurentides	Centre-du-Qué.	
Cadres supérieurs et hors cadres	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	6	8
Professionnels	3	1	6	2	2	19	0	1	1	0	1	2	1	28	67
Personnel de bureau et techniciens	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	29	32
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	1	8	2	2	22	0	1	1	0	1	2	1	63	107

Données au 28 février 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15K
 L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

Année	Catégorie d'emploi	Prime expert (10%)			Prime émérite (15%)			Total		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
2017-2018	Professionnels	2	5	7	0	0	0	2	5	7

Données au 28 février 2018.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15L
 Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Catégorie d'emploi	2017-2018
Cadres et hors cadres	0
Professionnels	0
Personnel de bureau et techniciens	0
Ouvriers	0
Total	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15M
 Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre administratif et chacune des régions)

Catégorie d'emploi	2017-2018											
	Bas St-Laurent	Sagx. Lac St-Jean	Capitale Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Montréal	Montréal	Montréal	Montréal	Montréal	Montréal
Cadres supérieurs et hors cadres	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Professionnels	3	1	9	2	2	16	0	0	1	2	1	38
Personnel de bureau et techniciens	0	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	33
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	1	12	2	2	19	0	0	1	2	1	76
												121

*Données au 28 février 2018, postes réguliers autorisés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15N

Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15O

Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15P

Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15Q

Le nombre de postes abolis, ventilés par corps d'emploi

Pour l'année 2017-2018, aucun poste n'a été aboli (au net) dans l'ensemble de l'organisme, sans distinction au corps d'emploi.

RÉPONSE À LA QUESTION NO 15R

L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 16

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE NO 16

A) Nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

- La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

B) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

- Pour 2017-2018, nous avons remplacé trois départs à la retraite sur quatre (aucune indemnité versée).

C) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.

- Veuillez vous référer à la réponse de la question n° 16a)

D) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- Pour 2017-2018, deux retraités ont été engagés.

QUESTION NO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE NO 17

Voir tableau page suivante.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère : www.ophq.gouv.qc.ca en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 27).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et organismes – 2017-2018

Emplacement de la location	Superficie locative (m2)	Coût total de location	Durée du bail	Coûts aménagements en 2017-2018	Propriétaire
625, boulevard Lafleche, Baie-Comeau	31,56	6 433 \$	14 juin 2025	Nil	Corporation Headway Ltée
1299, avenue Champs-Élysées, Chicoutimi	58,57	9 980 \$		Nil	CIDIC Ltée
309, rue Brock, Drummondville, + local d'entreposage	2 089, 37 10,25	428 132 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures
Entrepôt, 597, rue Lindsay, Drummondville ¹	378,39	13 333 \$	31 mars 2016	Nil	Poste-Canada
Entrepôt, 1215, rue Bergeron, Drummondville ²	390,03	26 467 \$		Nil	Corbus
96, montée de Sandy-Beach, Gaspésie	90,74	20 876 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures
170, rue de Hôtel-de-Ville, Gatineau	45,66	39 047 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal	838,32	324 849 \$	30 septembre 2027	17 223 \$	ALFID
337, rue Moreault, Rimouski	99,32	15 983 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures
255, avenue Principale, Rouyn-Noranda	87,43	16 435 \$		Nil	Développement Tetra inc.
275, rue Latour, St-Jérôme	38,19	7 178 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures
979, avenue de Bourgogne, Québec ³	406,55	13 829 \$	30 avril 2017		Fonds de placement Immobilier Cominar
2535, boulevard Laurier, Québec ⁴	386,53	65 734 \$		6 573 \$	Société québécoise des infrastructures
200, rue Belvédère Nord, Sherbrooke	72,07	16 894 \$	14 juillet 2019	Nil	2423-5632 Québec inc.
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	169,59	25 371 \$		Nil	Société québécoise des infrastructures
40, rue Gauthier, Joliette		6 000 \$	Reconduit chaque année	Nil	Entente avec le MTESS

1. Coût du loyer d'avril à septembre 2017
2. Coût du loyer d'octobre 2017 à mars 2018
3. Coût du loyer d'avril à mai 2017
4. Coût du loyer de juin 2017 à mars 2018

QUESTION NO 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE NO 18

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a aucun frais de déménagement, d'aménagement, de rénovation pour le bureau de la Direction générale.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

RÉPONSE NO 19

Cette question ne s'applique pas à l'Office des personnes handicapées du Québec.

QUESTION NO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE NO 20

Voir tableau la page suivante.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère : www.ophq.gouv.qc.ca en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 26**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 20

Marge discrétionnaire (ministre, du ministre déléguée, du ministère ou de l'organisme)

Bénéficiaire	Montant
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	5 000 \$
AlterGo	4 000 \$
Fondation médicale Jean-Pierre Despins (Fondation Québec philanthrope)	150 \$
Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ)	2 500 \$
Monsieur P. Charbonneau	200 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH)	1 300 \$
Fondation des maladies du cœur du Canada (FM Cœur du Canada)	50 \$
Monsieur P. Lévesque	2 500 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH)	4 000 \$
Parents-Espoir de Québec	3 500 \$
Centre communautaire Radisson inc.	3 500 \$
Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut au Québec	3 500 \$
Association des locataires, Résidence du Cap (H. L. M.)	100 \$
Autisme Mauricie	500 \$
D'un œil différent	1 000 \$
Centre d'aide aux personnes traumatisées crâniennes handicapées physiques Laurentides (CAPTCHPL)	200 \$
Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ)	1 000 \$
Défi-Intégration-Développement-Accompagnement (DIDA)	4 000 \$
Fondation maladie du cœur et de l'AVC du Canada	50 \$
Société Alzheimer de Québec	50 \$
Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH)	5 000 \$
Association du syndrome de Down Trisomie 21 (ASDE)	500 \$
Monsieur M. Nadeau	1 000 \$
Fondation Marie-Pagé	50 \$

QUESTION NO 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

RÉPONSE NO 21

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a aucun membre de son personnel hors structure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 22

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2018-2019;
- c) par catégorie d'âge.

RÉPONSE NO 23

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 24

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a aboli aucun poste.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

RÉPONSE NO 25

Veillez vous référer à la réponse de la question n° 15j.

QUESTION NO 26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

RÉPONSE NO 26

- a) Nom de la personne : Charles-Étienne Olivier
- b) Poste occupé et nom de l'organisme : Agent de recherche - Office québécois de la langue française
- c) Salaire de base et bonis, le cas échéant : 65 470 \$
- d) Assignation initiale : 2016-04-18
- e) Date de l'assignation : 2016-04-18
- f) Date de fin de l'assignation : À déterminer

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) Le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service; —

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE NO 27

Liste des abonnements

Fournisseur	Coût	Nature du service
Tabagie Marier	502,57 \$	Journaux
La Fondation du Barreau Canadien	121,00 \$	Revue du Barreau Canadien (trois numéros en ligne et volume relié)
Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	462,00 \$	Abonnements divers
Accès Légal	2 091,91 \$	Bibliothèque législative
Les Éditions Yvon Blais inc.	585,44 \$	Accès à l'information
Courrier parlementaire	1 600,00 \$	Courrier parlementaire (deux années)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE NO 28

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a déboursé aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE NO 29

Voir tableau pages suivantes—

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉPONSE À LA QUESTION NO 29

Liste des sites Internet sous la responsabilité de l'OPHQ

Pour l'année 2017-2018

Office des personnes handicapées du Québec (www.ophq.gouv.qc.ca)

a) le nom du site Web;	Office des personnes handicapées du Québec (www.ophq.gouv.qc.ca)
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
c) les coûts de construction du site;	68 000 \$ en 2010
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;	5 621 \$ pour les deux sites Web (hébergement par le CSPQ)
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);	Aucun coût
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
g) la fréquence moyenne de mise à jour;	Quotidiennement
h) le responsable du contenu sur le site.	Équipe Web au Secrétariat général

Services accessibles (<http://www.formation.ophq.gouv.qc.ca/>)

a) le nom du site Web; —	Services accessibles (http://www.formation.ophq.gouv.qc.ca)
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
c) les coûts de construction du site;	60 000 \$ en 2012
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;	5 621 \$ pour les deux sites Web (hébergement par le CSPQ)
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);	Aucun coût
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
g) la fréquence moyenne de mise à jour;	Au besoin (contenu statique)
h) le responsable du contenu sur le site.	Équipe Web au Secrétariat général

QUESTION NO 30

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

RÉPONSE NO 30

Veillez vous référer à la réponse de la question n° 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 31

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

RÉPONSE NO 31

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a effectué aucune tournée, visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

RÉPONSE NO 32

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.

QUESTION NO 33

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

RÉPONSE NO 33

Veillez vous référer aux réponses des questions n^{os} 1 et 2.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

RÉPONSE NO 34

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

RÉPONSE NO 35

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 36

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 36

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

RÉPONSE NO 37

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2017-2018** des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

RÉPONSE NO 38

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE NO 39

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

QUESTION NO 40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE NO 40

Le montant total des primes au rendement et des bonis pour l'année 2017-2018 est de 26 418,75 \$.

QUESTION NO 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE NO 41

L'Office des personnes handicapées du Québec n'a versé aucun montant en prime de départ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE NO 42

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 43

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE NO 43

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 44

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels ?
Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

RÉPONSE NO 44

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

QUESTION NO 45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE NO 45

Cette question ne s'applique pas à l'Office des personnes handicapées du Québec.

QUESTION NO 46

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

RÉPONSE NO 46

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 47

Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

RÉPONSE NO 47

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 48

Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

RÉPONSE NO 48

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 49

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

RÉPONSE NO 49

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 50

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 50

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 51

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 51

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 52

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019

RÉPONSE NO 52

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

QUESTION NO 53

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019

RÉPONSE NO 53

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

QUESTION NO 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

RÉPONSE NO 54

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert).

QUESTION NO 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

RÉPONSE NO 55

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

QUESTION NO 56

Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

RÉPONSE NO 56

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION NO 57

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

RÉPONSE NO 57

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 58

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

RÉPONSE NO 58

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

RÉPONSE NO 59

- a) 275 929,06 \$
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord
(site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- e) Vous référer à la réponse de la question 11.

QUESTION NO 60

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

RÉPONSE NO 60

a) Masse salariale

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Indemnités de retraite

L'Office des personnes handicapées du Québec ne verse aucune indemnité de retraite.

QUESTION NO 61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

RÉPONSE NO 61

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 62

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 62

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 63

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

RÉPONSE NO 63

L'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 64

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

RÉPONSE NO 64

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION NO 65

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE NO 65

- a) Pour 2017-2018.: 5 118,83 \$
- b) Barreau du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

- Réponses aux questions générales -

QUESTION NO 66

39. Pour chaque ministère et organismes public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du trésor.

RÉPONSE NO 66

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION NO 67

Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

RÉPONSE NO 67

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.